

# Stockholm

Les majoritaires du parti socialiste, capitulant devant les minoritaires, ont accepté d'aller d'abord à Stockholm, puis à une assemblée plénière de l'Internationale.

Aujourd'hui, après la séance de la Chambre, nous saurons si le gouvernement et le Parlement capituleront à leur tour.

On veut espérer, jusqu'à la dernière minute, que la Chambre et le gouvernement se laisseront griser plus facilement que le Conseil national socialiste par l'enthousiasme communicatif de Marcel Cachin, et qu'ils subiront surtout moins facilement l'espèce de petit chantage auquel il s'est livré, en toute pureté de cœur, sur nos amis du parti.

Débarassées de toutes les belles phrases, les raisons des pèlerins de Stockholm ne supportent pas cinq minutes l'examen.

Un comité de socialistes hollandais et suédois, qui organise la Conférence préparatoire de Stockholm, pour laquelle les socialistes du kaiser sont déjà en route, a adressé à tous les partis socialistes belligérants un questionnaire où on leur demande leurs buts de guerre et notamment leur avis sur les questions concrètes que se lève la guerre : la question d'Alsace-Lorraine, celle de Pologne sont de ce nombre. Ce questionnaire a fait bayer d'admiration quelques-uns de nos majoritaires. Ils se frottent les mains à la pensée que les socialistes du kaiser vont être obligés de découvrir leur jeu, et de se prononcer sur les questions si épineuses pour eux de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne. Mais la réponse des socialistes allemands, tout le monde la connaît. Ils l'ont dit, écrit, crié dans tous leurs journaux et du haut de toutes leurs tribunes : ils veulent garder l'Alsace-Lorraine, que leur kaiser a annexée il y a quarante-six ans, et le morceau de Pologne qu'il a annexé il y a plus d'un siècle. Et au surplus, qu'est-il besoin d'aller à Stockholm pour répondre à ce questionnaire ? Ne peut-on y répondre par écrit ? Qu'est-il besoin d'infliger à la France entière l'affront de cette rencontre à Stockholm avec des sujets d'un pays contre qui nous sommes en guerre ? Qu'est-il besoin d'infliger cette insulte à nos morts, et à nos populations envahies ?

Une autre raison qu'on nous sort maintenant, c'est qu'il est dangereux de laisser les socialistes allemands travailler les socialistes russes et abuser de leur inexpérience politique. Mais, qui oblige les socialistes français à laisser les socialistes russes en proie aux socialistes du kaiser ? Personne ne s'offusque en France de voir des socialistes notoires de chez nous imiter l'exemple de Moutet, de Cachin, de Lafont et d'Albert Thomas, et aller exposer notre point de vue à nos amis russes à Petrograde. Aux socialistes russes, oui, à Petrograde. Mais pas aux socialistes allemands à Stockholm.

Mais nos capitulars ont trouvé une raison plus spécieuse. Il paraît qu'en Russie on leur a fait comprendre que le peuple révolutionnaire ne voulait pas se battre pour permettre à l'Angleterre et à la France de faire des conquêtes, notamment en Syrie et en Mésopotamie, et qu'il irait à une paix séparée si on ne lui donnait pas l'assurance formelle que ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ne voulaient s'emparer du bien d'autrui.

Fort bien : ces scrupules sont très honorables de la part des révolutionnaires russes. Il est fort possible qu'au temps du tsarisme, le tsar ayant exigé le partage de l'empire turc, il y ait eu entre la Russie et ses alliés des tractations au sujet de l'Asie mineure, de la Syrie et de la Mésopotamie qui répugnent à la délicatesse révolutionnaire des nouveaux gouvernants de Petrograde. Il est fort possible que ceux-ci aient le droit de demander une révision

de ces accords, puisqu'eux-mêmes se sont renoncés à Constantinople et à la Haute Arménie.

Mais nos amis russes du Comité des ouvriers et des soldats se trompent d'adresse quand ils demandent au parti socialiste de venir dans un Congrès international opérer avec eux cette révision des anciens accords.

A Petrograde, ils sont peut-être eux, le gouvernement, et ils peuvent peut-être parler comme tel : mais en France, le Conseil national du parti socialiste, de quelque lumière qu'il brille dans ce pays, n'est pas le gouvernement.

Le gouvernement a pour chef, non pas M. Brizon, ni M. Jean Longuet, ni M. Renaudel ; il a pour chef M. Ribot. Il se compose d'un certain nombre de ministres, parmi lesquels il y a un socialiste, un seul. C'est ce gouvernement-là, qui exerce la souveraineté nationale chez nous, sous le contrôle des Chambres, où les socialistes représentent un sixième dans la Chambre des députés, zéro au Sénat. C'est donc au gouvernement français et non à MM. Brizon, Jean Longuet et Renaudel que nos amis de Russie peuvent utilement s'adresser pour réviser, s'il y a lieu, certains accords anciens, comme c'est à M. Lloyd George et non au pacifiste bêlant qui, en Angleterre, répond au nom de Ramsay Mac Donald, et qui y compte tout juste autant que M. Brizon, qu'il leur faut s'adresser pour avoir, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, les satisfactions qu'ils semblent désirer.

Vraiment, pour que notre Parlement tolérât l'indécence de ce voyage à Stockholm, qui serait la fin de l'union sacrée en ce pays, et un soufflet pour le reste de la nation, il faudrait que la République fût devenue une jolie pétaudière !

**Gustave HERVÉ.**

P. S. — Pour me montrer qu'il connaît aussi bien les roueries du journalisme que celles des congrès, Renaudel déballe des titres de mes anciens articles qui lui semblent abracadabrants : « Vive le tsar ! », « Vive Millerand ! », « A bas la République ! ». Il n'oublie même point de me faire le coup « du drapeau dans le fumier ».

Il est vrai qu'en 1914 ou en 1915, à je ne sais plus quelle velléité libérale de ce pauvre tsar, à je ne sais plus quelle promesse aux Polonais, pour l'encourager dans la bonne voie, sûr que mon article serait traduit là-bas, j'ai fait un article qui portait le titre « Vive le tsar ! ». Si tous les gouvernements et tous les journaux de l'Entente avaient, chacun suivant ses moyens, poussé constamment le tsar dans la voie du libéralisme, peut-être la Révolution eût-elle été reculée jusqu'après la guerre. Avais-je tort de prévoir qu'une révolution russe, pendant le temps de guerre, risquait de saboter la puissance militaire de nos alliés ?

Il est vrai qu'en 1915, j'ai écrit un article : « Vive Millerand ! ». Je l'écrirai volontiers encore, puisque je continue à le considérer comme notre meilleur ministre de la guerre depuis août 1914, et que je le tiens pour un des rares parlementaires qui aient une colonne vertébrale.

Il est vrai qu'il y a une dizaine d'années j'ai commis un autre article intitulé « A bas la République ! », dont le sens très clair était qu'il y avait eu, à la suite de je ne sais quelle brutalité gouvernementale, des cris de « A bas la République ! » dans les milieux si républicains de la Bourse du Travail, et que le gouvernement républicain était bien imprudent de ne pas tenir compte de ce grave symptôme. Le beau malheur !

Il y a quelque quinze ans, il est bien vrai que j'ai, dans une phrase fort peu attique, planté le drapeau napoléonien ou vous savez, le drapeau napoléonien considéré comme symbole des brigandages commis il y a un siècle par notre kaiser dans toute l'Europe — ce qui me donne un droit particulier de planter aujourd'hui au même endroit le drapeau du kaiser Guillaume.

Mais en quoi ces écarts de plume, si écarts de plume il y a, excusent-ils l'équipe Renaudel d'avoir, il y a quelques jours, capitulé devant les pacifistes bêlants ?